

la revue des livres



BUIJTENHUIJS (Rob), THIRIOT (Céline) — **Démocratisation en Afrique au sud du Sahara, 1992-1995 : un bilan de la littérature existante.** — Bordeaux-Talence/IEP. Centre d'étude d'Afrique noire, Leyde/Afrika Studiecentrum, 1995, 217 p.

AKINDÈS (Francis) — **Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone.** — Paris, Codesria/Karthala, 1996, 246 p.

Ces deux ouvrages viennent s'ajouter aux quelque quinze cents titres d'articles et de livres sur les problèmes des démocratisations africaines déjà recensés pour la seule période 1992-1995 par Céline Thiriot et Rob Buijtenhuijs. Le « bilan de la littérature », sans équivalent à ce jour, qu'offrent ces deux auteurs, continue la tâche utile qui avait été entreprise dans un premier volume publié en 1993. Il s'ouvre par quelques constats éclairants relevés en introduction.

D'abord, « la démocratisation est un sujet qui a le vent en poupe dans les milieux universitaires (même si parfois elle bat de l'aile sur le terrain !) ». Ensuite, « les auteurs africains (...) continuent à se passionner pour le sujet et ont signé une bonne partie des publications ». Renonçant à se prononcer sur l'éventuelle originalité de cette partie de la production par rapport à l'ensemble, les auteurs soulignent que l'étude systématique du corpus mériterait d'être entreprise avec, en tête, cette hypothèse. La troisième remarque consiste à souligner, par rapport au premier recueil,

« le nombre croissant d'études concrètes se basant sur des travaux et des études de terrain ». Le ton enfin des dernières productions adopte plus volontiers le relativisme quand ce n'est pas le pessimisme.

Les trois pages consacrées à cette évaluation contiennent l'essentiel. Quel dommage que cette entreprise, menée de main de maître en une dizaine de mois seulement par une équipe de trois chercheurs — Véronique Faure apportant un complément indispensable sur la transition sud-africaine —, n'ait pas laissé le temps, à cause d'un contrat avec le ministère néerlandais commanditaire, à un plus long développement du diagnostic, une sorte de recherche sur la recherche !

En tout cas, la liste des références est désormais à la disposition de ceux qui travaillent sur les démocratisations africaines. Le choix de présentation utilise plusieurs classements avec des renvois pour les entrées citées plus d'une fois. L'« état des lieux » organise les références par pays en rangeant ceux-ci dans des rubriques sans surprise sauf, peut-être, ces « solutions africaines » où se trouvent seul relégués l'Ouganda et l'Éthiopie. Les « avancées de la recherche » distinguent les « progrès réels » et les « domaines négligés ». Si le rôle des femmes dans les démocratisations, par exemple, inspire chercheurs et chercheuses, en revanche les jeunes, les syndicats et les chefs traditionnels les laissent, si l'on en juge par le nombre des productions, plutôt indifférents. Peut-être cela tient-il au fait qu'il y a plus de femmes que de chefs traditionnels dans

la recherche universitaire ! Enfin, un chapitre consacré à « l'évolution des débats » renvoie aux interrogations sur l'interprétation des faits selon des catégories qui n'ont guère varié depuis longtemps, si ce n'est « la gouvernance », arrivée dans les malles de la Banque mondiale et qui fait les frais de ses origines financières en étant, nous disent C.T. et R.B., « assez contestée » par la plupart des chercheurs. Cette stabilité des grands thèmes des débats : néopatrimonialisme, élites, culture politique, ethnicité... est tout de même un peu inquiétante. Tout se passe comme si tout avait été compris dans les années 70 et tout écrit dans les années 80. L'ultime décennie du siècle doit-elle être consacrée à la rumination : démocratie et développement, démocratie à l'africaine contre démocratie importée ? Ce n'est pas le moindre mérite des auteurs de cette excellente bibliographie que de mettre sous le nez du lecteur, avec une pointe d'humour retenu, les limites de cet amoncellement de littérature savante.

Au risque de tromper certaines attentes, « les mirages de la démocratie » de Francis Akindès s'adressent à l'Afrique au sud du Sahara, et francophone de surcroît. Il ne faut surtout pas se laisser décourager par ce titre un peu déroutant car le livre est solide. Le rappel des conditions générales des pressions externes précède une analyse de toutes les transitions dans l'ensemble concerné. Les cas sont traités succinctement mais avec précision quant à l'évolution générale. Le Bénin bénéficie d'un traitement plus approfondi eu égard à sa mission fondatrice. F. Akindès attribue beaucoup d'importance au PCD dans le scénario de déclenchement de la transition. Il est dommage que ce point soit mieux argumenté que documenté. Le cas d'un parti d'opposition clandestin, réellement implanté, doté d'une organisation et d'une idéologie consistante, sur le point de déclencher une révolution sociale est un cas unique à la veille de 1990 en Afrique. Que ce cas de figure se soit produit dans le pays où se déclenche le mouvement continental de démocratisation, qui sert de modèle et s'avère six ans plus tard

un des rares à montrer des signes de consolidation, aurait mérité plus de développements mais aussi de preuves quant au poids réel de ce parti qui n'a pas vraiment fait bonne figure lorsqu'il s'est enfin résolu à jouer le jeu des élections.

Au Congo, l'analyse du coup de janvier 1992 est peut-être un peu rapide, qui voit derrière le chef d'état-major et quelques troupes d'élites le bras armé du PCT, alors que ces messieurs en uniformes jouent alors la carte corporatiste et non plus la défense du parti unique ou du président Sassou, quand bien même ce dernier se délecterait des misères qu'ils imposent à André Milongo. Mais ces remarques ne sont que des détails, de même que le président de l'Assemblée choisi par l'opposition s'appelle André Mouélé et non pas « Moucle » (p. 66) et que plutôt que d'écrire que « les Kasaï, ethnies de Tshisékédi... » (p. 74), l'auteur songeait probablement aux Balouda (du Kasaï oriental).

Reprenant de la hauteur après avoir administré la preuve d'une bonne connaissance des faits, l'auteur livre de nombreuses analyses intéressantes. Il ne manque pas d'épingler les « impasses de l'aide à la démocratisation » tout en rappelant, ce qui est trop souvent négligé, que « l'indignation des populations et des "nouveaux démocrates" aura mis à nu l'incapacité des nouveaux pouvoirs à apprendre à faire face aux difficultés de parcours de la construction d'une nation démocratique. Difficultés qui ne sont jamais d'ordre social et économique mais aussi et surtout politique » (p. 133). En définitive, Francis Akindès, s'il ne bouleverse pas les analyses déjà produites, n'en apporte pas moins un ouvrage des plus complets et des plus accessibles sur les problèmes de démocratisation africaine. [Patrick Quantin]

HUGON (Philippe), POURCET (Guy), QUIERS-VALETTE (Suzanne) (dirs) — **L'Afrique des incertitudes.** — Paris, PUF, 1995, 271 p.

Cet ouvrage collectif aborde plusieurs thèmes qui caractérisent pleine-

ment la situation du continent africain : l'instabilité, le risque et l'incertitude. Ces thèmes sont traités à trois niveaux : macro, micro et méso-économique correspondant à chacune des trois parties de l'ouvrage. La première partie, assez classique, s'intéresse aux instabilités internationales et à leurs répercussions sur les économies africaines, en privilégiant la dimension macro-économique. Les chocs externes subis par les économies africaines depuis vingt ans ont eu des conséquences sur les « trajectoires des économies ». L'instabilité des recettes d'exportation représente l'un de ces chocs qui a « contribué à modifier la structure de l'absorption domestique » (Ph. Hugon et V. Géronimi). J.-M. Fontaine, S. Treillet et N. Yenturk s'interrogent sur les systèmes de régulation des recettes d'exportation. Contrairement aux propositions émises par P. et S. Guillaumont, ils pensent qu'une « régulation du commerce en termes quantitatifs » serait certainement plus efficace qu'une régulation par les prix. O. Sudrie s'intéresse aux instabilités de la croissance en Afrique qui apparaissent « plutôt engendrées par les dynamiques internes... Si les fluctuations de la croissance des pays de l'Afrique non pétrolière semblent suivre étroitement celles de l'OCDE, il apparaît néanmoins, sur la longue période, que les nations africaines ont importé plus facilement les tendances baissières que les booms ».

La deuxième partie traite du « comportement des micro-agents dans un univers risqué ou incertain ». En étudiant les investissements directs étrangers, S. Quiers-Valette montre qu'en Afrique les investisseurs sont progressivement passés « d'une situation de risque entrepreneurial (années 70) à une situation d'incertitude (1980-1985), puis de certitude négative » (p. 97). La reprise des investissements requiert « la confiance et la réputation » (p. 104). On notera également la contribution d'E. Picher portant sur le marché secondaire de la dette qui concerne toutefois peu l'Afrique par « manque de confiance des opérateurs ». F.-R. Mahieu montre l'opposition des stratégies individuelles face à la pauvreté dans deux

pays. En Côte-d'Ivoire, les micro-agents sont soumis à la contrainte communautaire. Or, les pressions libérales de l'ajustement ont des effets déstabilisants sur le système et conduisent à l'émergence d'une « génération critique ». Par contre, dans un contexte similaire, au Burundi, la culture individualiste conduit ces mêmes agents à une diversification des activités. Suivent la contribution de J.-C. Verez, qui s'interroge sur le rôle stabilisateur du secteur informel dans les programmes d'ajustement structurel au Niger, et celle d'A. Sindzingre, qui concerne les effets organisationnels de l'ajustement au Bénin.

La troisième partie débute par un texte d'O. Favereau portant sur l'économie des conventions et le développement économique. L'auteur met en évidence « l'efficacité d'un certain jeu d'institutions par rapport aux aléas », mais il souligne également l'existence d'un certain conflit d'objectifs : « Dans les économies d'Afrique subsaharienne, la façon dont les agents économiques s'organisent pour atténuer les effets des incertitudes et des instabilités contribue (souvent) à aggraver ces incertitudes et ces instabilités » (p. 179). G. Pourcet envisage ensuite les comportements des micro-entreprises face aux turbulences de leur environnement. Concernant le problème de la sécurité alimentaire, D. Requier-Desjardins montre que, contrairement à la majorité des idées reçues, celle-ci ne peut être qu'exceptionnellement menacée par les instabilités ; la menace émane plutôt des problèmes de soudure entre les récoltes ainsi que des distorsions entre les modes d'alimentation moderne et traditionnel. Enfin S. Collignon étudie la dimension politique et sociale de l'incertitude et de l'instabilité économique. « Le conflit entre deux normes sociales, l'une basée sur l'autorité hiérarchique, l'autre sur l'égalité et les relations contractuelles sur le marché, entraîne une instabilité systémique en Afrique. » Ce conflit constitue, *in fine*, un obstacle au développement. Cet obstacle pourrait être levé grâce au respect des droits de l'homme. Au total, il s'agit d'un ouvrage intéressant. [Bernard Conte]

JACOB (J.-P.), LAVIGNE-DELVILLE (Ph.) (dirs) — **Les associations paysannes en Afrique : Organisation et dynamiques.** — Paris, Karthala, APAD Marseille, IUED Genève, 1994, 307 p.

Ce livre peut être considéré comme la carte de visite de l'APAD (Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement). Il est issu d'un colloque qui eut lieu lors des premières « Journées de l'APAD » (Montpellier, 1992). La préface par Jean-Pierre Olivier de Sardan, un des initiateurs de cette association, se lit en effet comme le programme de base de l'APAD. Le but est d'étudier « l'interaction sociale entre institutions de développement et populations ». A cet égard, l'accent mis sur les associations paysannes est sans doute pertinent. Les coordinateurs de cet ouvrage, Jean-Pierre Jacob (Genève) et Philippe Lavigne-Delville (Marseille/Paris), montrent dans leur introduction que la glorification récente des associations paysannes réclame une analyse critique. Selon eux, ces associations sont à la charnière de la logique de l'État, qui les voit comme ses instruments potentiels, et celle des ONG, qui les considèrent, au contraire, comme pouvant remplacer l'État. La question est de savoir dans quelle mesure les associations paysannes ont encore un rôle à jouer entre ces deux acteurs puissants.

Le livre montre qu'il n'y a pas une seule réponse à de telles questions. Il est intéressant de noter, par exemple, que plusieurs contributions livrent des interprétations très différentes au sujet de la question importante des rapprochements possibles entre les formes d'organisation locales et les modèles de développement exogènes. Danielle Jonckers (Louvain) insiste dans son étude des associations paysannes du sud du Mali sur l'incompatibilité des valeurs locales et de l'économie de marché. Mais le plus provocateur dans cette direction est — on pouvait s'y attendre — Michael Singleton (également de Louvain). Selon lui, l'idée même d'un « projet populaire » est une contradiction dans les termes parce qu'il voit une opposition

radicale entre le langage du projet de développement et « la logique populaire (...) à base de Fête et de Don ». D'autres, comme Giorgio Biundo (Genève) dans sa contribution sur les associations paysannes de la région de Kaolack ou Bréhima Kassibo (Bamako) sur les coopératives des pêcheurs de Mopti, explorent plutôt les articulations possibles entre les formes locales et les ouvertures nouvelles, créées par le développement. Adoptant une perspective identique, Anne Floquet (Hohenheim) montre que la dissémination des innovations techniques dans le sud du Bénin réussit moins par les efforts de « vulgarisation » des développeurs que par les réseaux informels des paysans. Roch Mongbo (Cotonou), dans son étude dramatisée des tensions à l'intérieur d'un « groupement villageois » dans la même région, conclut que l'articulation des principes d'organisation locaux et exogènes peut mener à des tendances oligarchiques plutôt que démocratiques (à l'encontre des attentes des développeurs). Dans une même veine, Pierre-Joseph Laurent (Louvain) étudie l'imbrication entre les notions mossi liées au « leadership » et celles du protestantisme à l'intérieur des associations créées par « les Assemblées de Dieu » au Burkina.

Autre thème central de ce livre : les contradictions internes dans le discours développementaliste sur la participation paysanne. Le plus ambitieux à cet égard est sans doute Jean-Pierre Chauveau (Montpellier), l'autre esprit fondateur de l'APAD, qui lance Foucault à l'assaut de l'imaginaire du développement. Il essaie de montrer que le discours sur le développement participatif n'est pas aussi différent que ses protagonistes veulent le faire croire mais qu'il reste plutôt prisonnier des cercles vicieux, du même imaginaire que la vision officielle du développement. Cette analyse est étayée par des remarques intéressantes sur la préhistoire coloniale de la pensée développementaliste. Mais, comme c'est souvent le cas avec des analyses inspirées par Foucault, le résultat est un peu étouffant : Chauveau est tellement convaincant qu'il ne semble plus entrevoir d'issue. Gudrun Lachenmann (Bie-

lefeld), en revanche, en cherche une dans les débats sur les mouvements sociaux. Elle remarque que de tels mouvements rencontrent surtout du succès lorsqu'ils évitent de se tourner exclusivement vers les « grassroots » — solution pourtant préconisée par maints protagonistes du développement populaire — mais réussissent au contraire à être actifs sur plusieurs niveaux à la fois. Des interprétations similaires se dessinent dans l'étude d'Abdou Salem Fall (Dakar) sur les formes d'organisation populaires urbaines et celles d'Yves Guillermo (Toulouse) sur les vicissitudes des associations paysannes sous des régimes socialistes en Algérie et au Congo-Brazzaville. Jean-Pierre Jacob (Genève) conclut que les incertitudes dans les discours sur les associations paysannes procèdent de la tension entre l'idéal de liberté et la nécessité de régulation qui est à la base de l'idée même de développement. Claude Girard (Aix-en-Provence) montre que la politique de la Communauté européenne vis-à-vis de l'Afrique est en effet marquée par de telles ambiguïtés.

Ce résumé trop hâtif ne peut donner qu'une première idée de la richesse de cet ouvrage. Il offre un éventail fascinant des problèmes et des possibilités d'une anthropologie du développement. Les incertitudes et le scepticisme qui semblent prédominer ne faciliteront pas le dialogue d'une telle anthropologie avec les développeurs. Mais le livre montre de façon convaincante l'intérêt plus général de telles analyses à l'égard des situations de développement. Elles dépassent la problématique du développement au sens étroit et peuvent contribuer à dynamiser l'anthropologie en tant que telle. C'est là un autre but de l'APAD. [Peter Geschiere]

AGIR ICI et SURVIE — L'Afrique à Biarritz, Mise en examen de la politique française (Biarritz 8 et 9 novembre 1994). — Paris, Karthala, 1995, 170 p.

En marge du, ou face au, dix-huitième sommet franco-africain qui a

eu lieu à Biarritz, les 8 et 9 novembre 1994, une autre réunion s'est tenue dans la même ville, organisée par les associations Agir Ici et Survie dans le cadre de la Coalition pour ramener à la raison démocratique la politique africaine de la France. Les actes de ce colloque, qui voulait procéder à une mise en examen de la politique africaine de Paris, ont été publiés, avec une grande célérité, par les éditions Karthala.

Je dois avouer avoir eu quelques appréhensions en ouvrant ce livre. De ce genre de publication, on peut en effet craindre qu'il ne débouche sur un procès à sens unique dont les conclusions ont été arrêtées bien avant la rencontre. Or, tel n'est pas le cas ici, ce dont on se rend compte dès le début, à la lecture de la première contribution, due à Jean-François Médard. Il commence ainsi : « C'est la première fois que j'interviens publiquement sur la politique française en Afrique : je ne suis pas un militant, et je n'ai pas l'habitude de m'engager politiquement. Si cette fois j'interviens, c'est que vraiment la coupe a débordé » (p. 12). Les organisateurs du colloque ont donc pris soin de sortir du cercle habituel des militants pour faire appel à des gens de terrain et des chercheurs (J.-F. Médard n'étant pas le seul), aucunement des professionnels de la dénonciation de la politique africaine de la France. On se rend d'ailleurs vite compte, en poursuivant la lecture, que les militants, eux aussi, se sont exprimés à cette occasion avec une modération et un esprit d'équité qui leur font honneur et qui rendent leurs critiques d'autant plus pertinentes.

Ceci se voit notamment dans le premier chapitre intitulé : « Les dévoilements de l'aide publique au développement ». Les trois intervenants (Jean-François Médard, Sylvie Brunel et François-Xavier Verschave) sont excellents. Ils portent, certes, un regard très critique sur différents aspects de la politique africaine de la France (la nature générale des relations franco-africaines, les dérives de l'aide politique au développement), mais sans tomber dans des excès. Sylvie Brunel accorde même, élogieusement, quelques bons points à la France (p. 29), et l'un des juges « ins-

tructeurs » de ce dossier, Jean-Marie Fardeau, fait de même dans certaines de ses questions (p. 21, p. 23). On est donc d'autant plus enclin à suivre les orateurs quand ils dénoncent le patrimonialisme et le clientélisme qui caractérisent les relations franco-africaines, ou quand ils démontrent que l'aide française « sert à tout, ou à beaucoup de choses, sauf à lutter contre la pauvreté » (pp. 27-28), la France n'ayant pas une véritable politique de développement (p. 38).

Le deuxième chapitre (« La "restauration autoritaire" : alliances indignes avec les dictatures au Soudan, Togo, Zaïre »), par contre, est plutôt décevant. La partie consacrée au Soudan (10 pages seulement) se réduit à une dénonciation en règle du régime en place, mais ne nous apprend à peu près rien sur le rôle spécifique de la France dans ce pays. Il en est de même pour la partie traitant du Togo (12 pages) : l'implication de la France dans les affaires togolaises n'y est pas abordée de façon systématique. La dernière, consacrée au Zaïre souffre un peu du même défaut. Elle est nettement plus longue, ce qui permet aux intervenants de développer une analyse plus étoffée et plus sérieuse du régime Mobutu, mais pour ce qui est des ingérences et des complicités étrangères, ce sont plutôt le FMI, la Banque mondiale et les États-Unis qui en prennent pour leur grade, la France se tenant loin derrière.

Le troisième chapitre (« Complicités de génocide au Rwanda ») se révèle en revanche excellent. Plusieurs spécialistes, dont Colette Braeckman et Jean-Pierre Chrétien, fournissent une convaincante analyse du rôle de la France dans la tragédie rwandaise, et les débats sont de très bonne tenue. On peut regretter l'absence de quelques spécialistes, tels Filip Reyntjens et Stephen Smith, qui auraient pu apporter quelques nuances, mais on doit constater, malgré cela, que la « mise en examen » ne tourne pas au procès stalinien.

Dans l'ensemble, ce livre est donc d'un bon niveau. De plus, les intervenants s'expriment de façon très claire et sans jargon académique, ce qui rend cette publication accessible à un plus grand public. Tel était sans doute le but

des organisateurs, et il se trouve largement atteint. [Rob Buijtenhuijs]

VERNIÈRES (Michel) — **Nord-Sud, renouveler la coopération.** — Paris, Économica, 1995, 111 p.

L'intérêt principal de cette analyse synthétique est de mettre en opposition les changements mondiaux et la permanence des institutions et des politiques de coopération. Pour qui s'intéresse depuis longtemps à ces thèmes, il est bien entendu tentant de commencer par la fin, là où se trouvent les propositions pour une coopération française renouée : à savoir qu'un seul ministère soit responsable de la politique de coopération, qu'une commission interministérielle en coordonne les actions sur financement de la Caisse centrale de développement et du Fonds d'aide et de coopération, qu'une agence publique de coopération soit créée pour décider de la participation de la France à tel ou tel projet et qu'un fonds spécifique soit mis en place pour soutenir financièrement l'action de la coopération décentralisée.

L'auteur, qui a su détourner le piège de la simple dénonciation, démonte la mécanique des relations asymétriques entre le Nord et le Sud. Alors que la coopération rime plutôt avec rapports de dépendance, le changement est déjà visible suite à la disparition de l'empire soviétique, marquant la fin de la concurrence des deux « Nord » auprès des pays du Sud. La mondialisation des échanges, qui n'a cessé de s'accroître, met en évidence la réduction des mouvements de capitaux vers les pays les moins avancés. Dans le même temps, la crise de l'emploi au sein des pays développés a considérablement tari le courant des migrations, rendant plus aiguë encore la question du développement local. Si la vision monolithique du Tiers monde n'est point recevable désormais, il n'en est pas moins vrai que l'aide extérieure est de plus en plus vitale pour les pays qui offrent peu d'attrait et de garanties économiques pour les investisseurs privés.

Quelle aide ? Avec quelles conditionalités acceptables ? Comment gérer tout à la fois le changement politique vers la démocratie, la dette et la crise dans les pays du Sud ? Dans le contexte de montée en puissance d'une pensée unique, il est certainement souhaitable que la place dominante du FMI et de la Banque mondiale soit contrebalancée par l'autre voie que constituent les coopérations multilatérales, qu'il s'agisse des coopérations régionales comme celles de l'Union européenne et des États-Unis, ou des entreprises multinationales et PME, ONG, universités et collectivités locales, tous acteurs d'une coopération décentralisée dont l'effectif ne cesse d'augmenter.

Mais, pour agir ensemble, encore faut-il que les partenaires soient égaux en droit, que leur indépendance respective soit acceptée, en évitant toute intrusion dans la vie politique locale, que disparaissent les pesanteurs des liens historiques et les situations de pré carré, que modèles et recettes ne soient plus imposés de l'extérieur. Au-delà de l'annonce des propositions pour le changement, la référence aux rapports Jeaneney (1963), puis Vivien (1990) amène le lecteur à s'interroger : eu égard au « système monde », quelle est la volonté réelle et la marge de manœuvre des autorités françaises pour une refonte des institutions de coopération ? [Pierre-Marie Decoudras]

CHANSON-JABEUR (Chantal), COQUERY-VIDROVITCH (Catherine) (dirs) — **L'histoire africaine en Afrique.** — Paris, L'Harmattan, 1995, 245 p.

Comment ne pas saluer l'effort que constitue cet ouvrage, d'autant que les coordinateurs précisent qu'il ne s'agit que d'un premier pas ? Il ambitionne de « faire connaître, en Afrique et ailleurs, les travaux déjà nombreux et souvent de très bonne qualité que des historiens africains francophones ont dirigés, assumés et écrits sur place, avec courage et ténacité ». 884 maîtrises et thèses inédites sont ainsi répertoriées,

avec leurs références complètes, y compris un jeu de mots-clefs qui n'a pas dû être facile à bâtir (géographiques, thématiques, « peuples » et noms propres), les lieux de conservation et les cotes.

On ne peut qu'être frappé par l'important patrimoine qu'il nous est ainsi permis d'entrevoir. En effet, si les dites « archives de souveraineté » ont été ramenées en métropole, tout ce qui touche à la gestion locale, au service des domaines, les archives des écoles, les documents des mairies, les dossiers des services coloniaux ensuite devenus ministères, tout cela est resté sur place. Et l'étude des sources orales s'ajoute à ces « archives coloniales par le bas ». C. Coquery-Vidrovitch le souligne avec véhémence : « Les étagères, les armoires et les couloirs des départements d'histoire sont en Afrique noire des mines de sources et de savoir qu'il est déplorable de sous-estimer ». Alors, à quand leur microfilmage, qui coûterait certes moins cher à la France que l'entraînement d'une seule garde présidentielle ?

Dans ce volume, sept pays sont couverts : les missions au Bénin, Niger et Rwanda ont dû être retardées ou annulées et, sans doute dans un souci empirique d'efficacité, les coordinateurs ont commencé par les universités africaines avec lesquelles la leur, Paris-7/Denis-Diderot, avait des accords particuliers. Par ailleurs, des travaux antérieurs n'ont pas été répétés (recueils sur le Sénégal dans le *Journal des Africanistes*, 58(2), 1988 et sur le Gabon dans *History in Africa*, 21, 1994). On a donc les travaux soutenus au Bénin, au Burkina Faso, au Congo, en Côte-d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Sénégal (non repérés dans le recueil de 1988).

Des critiques ? Bien sûr. C. Coquery-Vidrovitch dit : « Nous avons commencé par des centres avec lesquels le laboratoire de l'Université de Paris 7 avait conclu une convention précise. » Alors, de deux choses l'une : qu'il nous soit permis de trouver un peu étonnant que tous ces centres soient d'Afrique francophone ; ou alors, si comme il est probable, ce gros laboratoire a des accords avec des centres d'Afrique non francophone, le choix de ne traiter que l'Afrique francophone (même pour com-

mencer) est scientifiquement intenable précisément parce qu'il s'agit d'histoire africaine en Afrique. Pourquoi ne pas avoir fait un premier volume sur toute l'Afrique de l'Ouest, par exemple ? Du fait de cet empirisme francocentré, les thèmes ou pays abordés sont très déséquilibrés. Ainsi l'Afrique du Sud — C. Coquery le pointe elle-même — n'apparaît qu'une seule fois dans l'index ; tout comme le Mozambique (encore est-ce à propos de la Namibie). Le géant Nigeria apparaît seulement dix fois, mais le Mali 179 fois...

Saluons en revanche l'index dit des « peuples » (cachons ces « ethnies » et « tribus »...) et le gros travail d'harmonisation orthographique qu'il a imposé, pour regretter l'inexplicable absence d'index thématique et des noms propres (si les deux index fournis ont été établis grâce à l'informatique, on ne comprend pas pourquoi cette technique n'a pas été utilisée pour produire les deux autres) : outre l'usage pratique, il aurait été très intéressant d'un point de vue documentaire de comparer les fréquences d'apparition de thèmes dans ce patrimoine.

Une dernière remarque : quand les auteurs ont défini leur champ — l'histoire —, ils l'ont fait au strict sens disciplinaire des départements d'histoire. Bien sûr il y aurait eu des arbitrages à faire, mais combien de maîtrises de sociologie, de sciences politiques, etc., ne sont-elles pas en fait largement des travaux d'histoire ? Cela souligne la difficulté matérielle d'un travail de recueil selon une conception historique « large » et donc la nécessité de mettre sur pied une équipe soutenue par les deniers publics.

Une œuvre de valorisation scientifique incontestable qui doit être présente dans toutes les bibliothèques africanistes, et, au-delà, de sciences sociales. [Michel Cahen]

SAUGÉRA (Éric) — **Bordeaux, port négrier : XVII^e-XVIII^e siècles.** — Paris, Karthala/Biarritz, J & D Éditions, 1995, 382 p.

Grâce à ce livre, Bordeaux sort de deux siècles d'amnésie sur tout un pan

de son histoire : la traite négrière. En effet, sur une durée d'environ un siècle et demi (du dernier tiers du XVII^e siècle au premier tiers du XIX^e) les armateurs et marins bordelais ont organisé environ cinq cents expéditions et enlevé en Afrique entre 130 000 et 150 000 hommes. Ces chiffres font de Bordeaux le deuxième port négrier de France, juste devant La Rochelle et Le Havre, mais loin derrière Nantes il est vrai. La traite bordelaise joua un rôle particulièrement important à Saint-Domingue « la perle des Antilles » (70 % des expéditions bordelaises), véritable Eldorado des marchands du Port de la lune dont la population d'esclaves noirs aurait doublé entre 1770 et 1790 afin de développer les plantations sucrières. On comprend dans ces conditions que la révolte des esclaves en 1791 sous la houlette de Toussaint-Louverture fût un facteur non négligeable de la dégradation de la splendeur bordelaise à cette époque.

Éric Saugéra analyse en historien méticuleux et à partir d'une documentation aussi exhaustive que possible (les archives du port brûlèrent en 1919) l'histoire de ce commerce bien particulier, ses circuits, son organisation, son financement et les profits qui en ont été retirés. Il ne faut pas, explique-t-il, forcer le trait, car le commerce négrier ne représenta pas à Bordeaux une activité essentielle et peu de firmes en firent leur spécialité, sans doute parce que les bénéfices ne furent pas aussi colossaux que ce que l'on pouvait en attendre. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille jeter cette histoire aux oubliettes, la considérer comme accessoire ou marginale. Pour deux raisons. La première est que la traite négrière participa directement, même si elle ne figura pas au premier rang des activités marchandes de la ville, à l'essor du commerce bordelais ; pourquoi les représentants du négoce bordelais auraient-ils eu au moment de la Révolution si peur de l'abolition de l'esclavage et pourquoi auraient-ils milité avec véhémence contre « la doctrine incendiaire des Amis des Noirs » si, en marchands réalistes, ils ne craignaient pas qu'elle aboutisse à une « cruelle stagnation du

commerce », pour reprendre leur expression. Deuxièmement, il faut bien se rendre compte que la traite s'articule pleinement avec l'infériorisation des Africains et en légitime la servitude. Le Bordeaux des Lumières peut certainement s'enorgueillir des positions antiesclavagistes d'un Montesquieu, des audaces du député girondin Armand Gensonné sur la question des colonies ou des célébrations émouvantes de l'émancipation des esclaves au temple de la Raison sous la houlette de Tallien, le 18 février 1794 ; mais l'opinion générale était loin de ces idées, et les négriers bordelais ont, avant tant d'autres, aidé à la construction sociale et idéologique du racisme dont les effets sont loin d'être, eux, abolis. Banaliser la traite, parce qu'elle était « dans l'air du temps » ou la rayer de la mémoire par peur de nuire à l'image d'une ville ou d'une société, sont des attitudes éthiquement et politiquement condamnables, car la mémoire de l'esclavage est encore au cœur des représentations que les Africains et les Européens ont les uns des autres. Mieux vaut l'aborder de front, crever l'abcès, que de l'ignorer ou de n'en parler qu'incidemment.

Le livre d'Éric Saugera rend donc un précieux service aux Bordelais et à leurs historiens, si prompts à mettre en avant la « vocation africaine » de leur cité, mais soucieux, de façon inconsciente ou non, en même temps d'en reconstruire la légende dorée et de ménager les « dynasties » qui ont fait la gloire de la capitale aquitaine. N'est-il pas significatif que cette histoire de la traite négrière bordelaise soit écrite par un Nantais, préfacée par un historien de Poitiers et postfacée par une universitaire de Rennes d'origine haïtienne ? La vérité vient parfois d'ailleurs... Bordeaux doit, comme l'a fait Nantes récemment, renouer avec « les anneaux de la mémoire », pour dialoguer plus sereinement avec l'Afrique. [Christian Coulon]

GADDOUM (Daoud) — Le culte des esprits margay ou maragi chez les Danggaléat du Guéra. — Paris, L'Harmattan, 1995, 122 p.

Le livre de Daoud Gaddoum est le

dernier titre publié dans la collection « Pour mieux connaître le Tchad », lancée par M.-J. et J. Tubiana, qui ont regroupé autour d'eux des ethnologues, des anthropologues, des historiens, d'anciens administrateurs et magistrats de toutes nationalités, tous passionnés par le Tchad. Cette association cherche à livrer des documents bruts, de première main, souvent inédits ou devenus introuvables, donnant des descriptions de faits sociaux tels qu'ils ont été transcrits par ceux qui les ont observés. Parmi les textes publiés ou en cours de publication, on note des récits de médecins, de pharmaciens, d'administrateurs, un album de photos, les actes d'un colloque et des travaux d'étudiants tchadiens, autant de témoignages des réalités vécues. Ne cherchez donc pas dans cette collection les élucubrations freudo-eastono-lévi-straussiennes auxquelles nous ont habitué trop d'auteurs en sciences humaines. Les auteurs de cette collection se contentent de dire : « Tel jour, j'ai vu... », « Tel ancien m'a dit que... », « A telle date, les gens font... » La publication de ce genre d'observations était et reste une nécessité.

Le livre de Daoud Gaddoum est la reprise d'un mémoire ethnographique dont la rédaction fait partie du cursus des élèves de l'École nationale d'administration et de magistrature du Tchad. Ce travail porte sur la religion d'une des populations des montagnes du Guéra, au centre du Tchad, les Danggaléat. Avant que la guerre civile et les massacres de populations par les gouvernements et leurs alliés ne ferment le Guéra aux chercheurs, des études remarquables ont été réalisées sur des populations voisines des Danggaléat (Kenga, Djongor, Saba...). Cependant, rares ont été celles portant sur cette population, pourtant bien connue des Français par la photo d'une fille, avec sa coiffure en cimier caractéristique, longtemps utilisée pour la publicité d'une encyclopédie coloniale des années 50.

Comme leurs voisins montagnards (« Hadjéray »), les Danggaléat possèdent un panthéon fascinant parce que très riche et très mal connu, où un dieu créateur domine une foule d'esprits et

de génies (*margay*) plus ou moins hiérarchisés, plus ou moins spécialisés. Le travail de Daoud Gaddoum est donc un document capital, d'abord parce qu'il nous livre la description de ce panthéon, des croyances et des rites jusque-là mal connus, ensuite parce que ces croyances et ces rites sont actuellement menacés par la pression que font régner les religions soi-disant modernes qui s'abatent sur le Tchad comme les sauterelles sur un champ de mil : si les différentes obédiences chrétiennes se contentent d'administrer des soins gratuits en échange, parfois, d'un *pater* ou d'une lecture de la Bible, en revanche, les barbus enturbannés armés de kalashnikovs profanent les anciens sanctuaires et font régner la terreur bigote avec la bénédiction d'autorités gouvernementales presque dépendantes des islamistes soudanais. L'intérêt des descriptions que nous livre Daoud Gaddoum ne vient pas d'une tentative de reconstitution de ce qu'aurait pu être une hypothétique « religion pure des Dangkaléat », d'une reconstruction parfaitement arbitraire de croyances « non acculturées ». L'auteur nous dit ce qu'il a vu ou ce que ses informateurs savent ou pratiquent : il nous décrit, dans un langage simple et agréable à lire, la religion vécue aujourd'hui par les Dangkaléat, tant les rites particuliers à certains esprits ou à certaines familles, que les grandes célébrations annuelles aux dieux les plus puissants.

Quelques regrets quand même, quand on referme ce livre. D'abord, deux fautes de frappe : la Margay la plus terrible du pays kenga, Manboy Ubm, dont le nom pourrait être traduit par « Je Dévore Ta Graisse », est évidemment au village de Boubou (et non Doubou), et ses consœurs de Moukoulou, chez les Djongor du Guéra, s'appellent « Longay » et non « Lugay », mes frères hadjéray auront rectifié. Ensuite, et surtout, j'aurais aimé encore plus, toujours plus... et plus encore ! de détails, d'illustrations... Un exemple parmi d'autres : l'auteur m'a mis l'eau à la bouche en parlant de couteaux de jet rituels, alors que les Dangkaléat utilisaient traditionnellement très peu cette arme : j'aurais aimé une description, un

dessin... Ces couteaux de jet existeront-ils encore dans dix ans ? N'auront-ils pas été jetés sur un tas de détritrus par un sauveur d'âmes stakhanoviste ou vendus à un Blanc de passage par un antiquaire ? Mais, il faut bien laisser des choses à dire à ceux qui viendront après nous...

Cependant, répétons-le, nous avons là un document important sur la religion ancienne des Dangkaléat, un document irremplaçable. Puisse cette publication être suivie de nombreuses autres : les témoignages originaux et les documents rares des archives, tant tchadiennes qu'étrangères, ne manquent pas. Enfin, puissent de telles publications donner aux étrangers les informations encore disponibles sur le passé du Tchad, et aux Tchadiens l'envie de poursuivre les travaux de leurs prédécesseurs et de faire connaître la richesse des civilisations de leur pays ! [Jean-Pierre Magnant]

DECOUDRAS (Pierre-Marie), ABBA (Souleymane) — **La rébellion touarègue au Niger — Actes des négociations avec le gouvernement.** — Bordeaux-Talence/IEP, Centre d'étude d'Afrique noire, 1995, 109 p.

Les documents réunis par le géographe P.-M. Decoudras et le juriste S. Abba sont d'un intérêt historique considérable non seulement pour la « question touarègue » (les guillemets sont des auteurs, p. 1) mais toutes les cristallisations identitaires à territorialisation complexe, en Afrique ou même ailleurs, qui font face à des États unitaires et d'idéal jacobin homogène. Une courte mais dense introduction restitue l'indispensable profondeur historique et le comparatisme en évoquant la « question touarègue » au Mali voisin. Les coordinateurs de ces textes ont voulu nous fournir les éléments essentiels en dépassant l'aspect passionnel du débat de ces dernières années.

A la lecture du « Programme-cadre de la Résistance » qui montre parfaitement comment l'aiguïsement de la cristallisation identitaire vient de la marginalisation économique et sociale dans le cadre non démocratique du Niger post-

colonial, puis du « Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion » qui conteste frontalement, comme « fantaisistes », les analyses historiques des mouvements touarègues et réaffirme le caractère unitaire et indivisible de l'État, on se demande par quel miracle on est parvenu aux accords de paix. Ceux-ci sont presque entièrement fondés sur une orientation de décentralisation et de déconcentration administrative, y compris sur le plan militaire. En clair, on renoue avec ce qui avait officiellement été prévu à l'indépendance, et qui ne fut pas appliqué. En d'autres termes, l'application des textes politiques de décentralisation dépendra toujours essentiellement de données qui n'y sont pas inscrites, à savoir la nature et la stabilité du pouvoir en place à Niamey.

Mais par ailleurs il est frappant de constater que, bien que prônant une « nouvelle forme d'État », la rébellion s'en tient en fait à une copie conforme de l'État précédent, mais restreinte à l'aire géopolitique qu'elle revendique, à savoir un État touarègue fédéré, tout aussi homogène et jacobin à son échelle... Par ailleurs, si la rébellion dénonce l'immigration croissante de Nigériens du Sud — que l'on comprend Noirs — dans ses « zones », entraînant la « dilution » de la population targaie, absolument rien n'est dit sur l'avenir politique des Touaregs qui se sont durablement installés dans le Sud ou urbanisés. Tel est pourtant bien le problème majeur d'un fédéralisme fondé sur l'idée de la représentation exclusivement régionale de l'ethnicité. L'idée que la pluralité ethnique du pays puisse être représentée, et inscrite dans la Constitution, à l'échelle de tout le pays, au besoin par l'élection de la moitié des députés sur collèges ethniques quels que soient les lieux de résidence, est absente de la pensée politique de la rébellion comme du pouvoir. De ce point de vue, le mimétisme est très grand entre les deux camps. Une autre idée transparaît des négociations, bien fidèle à la tradition française : produit de mauvaises conditions économiques et sociales, la question identitaire devrait se résoudre essentiellement par l'amélioration de ces

conditions — tout comme certains voulaient résoudre la guerre d'Algérie par l'installation du tout-à-l'égout dans la Kasba. C'est l'idée que l'identité est réductible à un substrat économique contemporain et qu'il n'est donc pas nécessaire de la reconnaître comme essence. On le voit, en publiant (et sauvegardant ainsi) ces documents historiques, les auteurs ont rendu service à tous ceux qui cherchent à concilier ethnicité et démocratie, bien au-delà du seul Niger. [Michel Cahen]

BALANS (Jean-Louis), LAFON (Michel) (dirs) — **Le Zimbabwe contemporain**. — Paris, Karthala/IFRA, 1995, 388 p.

POCHON (Jean-François) — **Zimbabwe : une économie assiégée**. — Paris, L'Harmattan, 1995, 261 p.

Les éditions Karthala et l'Institut français de recherche en Afrique (ex CREDU) poursuivent leur très appréciable publication d'ouvrages collectifs et pluridisciplinaires consacrés aux pays africains anglophones sur lesquels la littérature scientifique en langue française apparaît souvent des plus limitée. Après l'Ouganda et en attendant les prochaines sorties des volumes sur le Kenya, la Zambie, le Botswana, la Tanzanie, Zanzibar, nous disposons maintenant d'une solide synthèse sur le Zimbabwe, espérée de longue date. Associant universitaires locaux et français, ce livre (agrémenté de photographies et de cartes) nous offre un panorama fort complet d'un pays important aux ambiguïtés justement soulignées. Après une introduction très éclairante, due à J.-L. Balans, s'enchaînent des chapitres relatifs à son histoire, à sa vie politique, ses élites au pouvoir, son potentiel économique mais encore aux relations interraciales, au fait urbain, à la très controversée question agraire, aux langues, à la littérature, à la fameuse sculpture locale, etc. L'analyse des évolutions zimbabwéennes, où l'élite blanche contrôlant encore largement l'économie coudoie des dirigeants politiques noirs rela-

tivement pragmatiques mais s'opposant à une véritable ouverture démocratique, sera de nature à intéresser tous ceux qui se penchent sur les dynamiques subsahariennes actuelles (et l'on songe bien souvent, à la lecture de ces pages, au devenir parallèle de l'imposant voisin sud-africain). Soit dit en passant, certains éléments significatifs de ces dernières années (forte montée de la corruption, stratégies de maintien au pouvoir du parti à tendance hégémonique...) mériteraient peut-être qu'on y accorde plus d'attention. Ceux qui cherchent à se familiariser avec le Zimbabwe contemporain, par curiosité ou en prélude à des recherches ultérieures, trouveront assurément là un ensemble de textes susceptibles de répondre à leurs attentes.

Quant à l'entreprise du « consultant » J.-F. Pochon, on ne sait trop si elle relève de l'essai ou de la juxtaposition de fiches économiques pour décideurs pressés. Cet ouvrage, qui insiste outre mesure sur le caractère atypique du pays et défend l'idée d'une forte continuité en termes de mentalités depuis l'époque rhodésienne, se révèle bien souvent fastidieux à lire. Ceux que rebutent le style délibérément télégraphique et jargonnant ou les anglicismes à répétition devront s'abstenir. [Jean-Pascal Daloz]

BODIS (Jean-Pierre) — Le rugby sud-africain, histoire d'un sport en politique. — Paris, Karthala, 1995, 210 p.

24 juin 1995 : le président Nelson Mandela, vêtu du maillot vert frappé de la gazelle, étreint François Pienaar, capitaine de l'équipe de rugby victorieuse de la première Coupe du monde organisée en Afrique du Sud. La jeune nation, à la recherche de son identité, utilise l'image des Springboks pour conforter l'image de sa juvénile unité. Jean-Pierre Bodis a rassemblé tout ce qui permet de mesurer le chemin parcouru depuis 1858. Chacun y trouvera son compte, selon ses centres d'intérêts : j'ai tant pratiqué ce sport qu'il était difficile de ne pas vibrer aux récits de tour-

nées, à l'évocation des noms de Danie Craven, de Morne Du Plessis ou d'Errol Tobias, à l'ambiance de l'université de Stellenbosch. Par contre, peut-être les béotiens trouveront-ils fastidieuse l'accumulation des listes de joueurs et de références de clubs.

L'auteur a conduit une recherche documentaire très fouillée, avec le souci de dépasser les stéréotypes et l'information trop souvent tronquée qui est véhiculée par les médias. Il nous fournit ici les éléments essentiels à une bonne compréhension, que ce soit de la pratique très ancienne du rugby par les Africains ou les Malais du Cap, de l'opposition entre Anglophones et Afrikaners aussi forte que la césure ultérieure entre Noirs et Blancs, ou de l'instrumentalisation du sport par le Parti nationaliste au pouvoir à partir de 1948. La montée en puissance du rugby sud-africain après la dernière guerre sera alors ruinée par la dimension internationale que prendra le problème de l'apartheid. Le malaise des attitudes respectives des fédérations étrangères est bien mis en évidence, celle de la France n'étant d'ailleurs pas la moins ambiguë. Cette publication est de nature à intéresser un public beaucoup plus large que celui des chercheurs.

Le rugby sud-africain est marqué par une dualité historique : utilisé longtemps par les uns dans leur volonté de ne pas partager, il a constitué pour d'autres un élément très fort de lutte anti-apartheid. Il a pris aujourd'hui la taille du pays qu'il représente tout entier et *les hommes de l'ovale* ont bien mérité d'une patrie nouvelle, qui reste à conforter dans ses dimensions économiques et sociales. [Pierre-Marie Decoudras]

MUNRO-HAY (Stuart), PANKHURST (Richard) — Ethiopia. — Oxford/Santa Barbara/Denver, Clio Press, 1995, 227 p. (World bibliographical Series, n° 179).

Une bibliographie est toujours un guide, et l'expérience de celui qui la rédige le rend à même d'éclairer le cher-

cheur, nouveau ou confirmé, en quête de nouvelles pistes. Il arrive aussi que le voyage vers la *terra incognita* tourne court. C'est le cas avec cette bibliographie d'inspiration nord-américaine dont les auteurs, en dignes émules de Colomb, semblent n'avoir découvert que fortuitement l'amharique. Pourtant, il est clair que leur habitude du domaine interdit de mettre au compte de l'inexpérience les omissions et les commentaires évasifs qui parsèment l'ouvrage. Bien au contraire, le livre est organisé sur le principe de l'autocitation, de la priorité donnée aux travaux nord-américains et de l'omission des ouvrages en français. On est ici dans le droit fil de la dernière International Conference of Ethiopian Studies d'East Lansing, où l'anglo-américain a été décrété seule langue de travail, comme si l'italien, le français, l'allemand n'étaient pas aussi des langues pratiquées peu ou prou par les vrais spécialistes du domaine. La recherche israélienne polyglotte (Goldenberg, Polotsky, Raz qui ont pourtant édité leur *Tigre Grammar* en Californie) en fait les frais. Faut-il y voir une contrainte éditoriale ? Plutôt qu'une insipide introduction historique, on aurait aimé en savoir davantage sur la méthodologie suivie pour ce *digest* bibliographique. Pour prendre l'exemple du tigré, des travaux « rares » comme celui de Beaton et Paul (Khartoum, 1954) ou la *Grammatica* éditée à Asmara en 1919 sont absents. Pêle-mêle, on cherche en vain les noms de Baeteman, de David Cohen, de Michel Leiris, de Halévy, de Déborah Lifchitz (et ses ouvrages pionniers sur les Falachas). Le *Traité de langue amharique* est ainsi commenté : « *This is the successor to a long line of good grammars of Amharic* », quand l'ouvrage de Marcel Cohen, ainsi maltraité, a constitué la première description d'ensemble de cette langue et reste un ouvrage de référence majeur pour tous les amharisants. Ce que l'on stigmatise ici, ce n'est pas tant le caractère succinct du commentaire que l'amnésie dont il témoigne. Marcel Cohen avait certes eu un grand devancier en la personne de Praetorius, mais le *Traité* est le résultat d'un travail de terrain. La moisson d'informations

récoltée en seulement deux années et dont procède toute son œuvre d'éthiopisant force l'admiration. A ce titre, comment oublier de mentionner ses *Nouvelles études d'éthiopien méridional*, et notamment son tome second sans lequel on ne connaîtrait pas l'argobba ? Peut-on sérieusement se limiter à une seule référence, celle de l'ouvrage général de Shack (*The Central Ethiopians*) ? L'ethnographie n'apparaît d'ailleurs pas en tant que telle. Réduire, en 1995, la bibliographie sur les langues non sémitiques à l'ouvrage dirigé par Bender en 1976 et au dictionnaire oromo de Gragg, doit être un *private joke*. Pour les sources éthiopiennes, et à titre d'exemple, Afä Wäraq n'est pas mentionné. Il n'est, il est vrai, que le fondateur de la littérature moderne (voir le beau livre qu'Alain Rouaud, lui aussi « oublié », lui a consacré en 1991). La chronique de Téodoros, pour ne citer qu'elle, est escamotée (de fait, elle a été traduite par un Français, Casimir Mondon-Vidhaillet). On aimerait comprendre ce qui justifie l'omission du *Mesafä tesseta* de Mengestu Lemma. Il n'existe donc pas de dictionnaires monolingues en amharique ?

Si l'occultation est la forme suprême du mépris, on atteint là un sommet, et à ce titre, ce livre est important. Il est le signe d'une rupture culturelle pour une recherche dont le caractère cumulatif est nié : Richard Pankhurst est mentionné 39 fois dans l'index, Léo Reinisch n'y figure même pas une fois. [Didier Morin]

BEKELE (Shiferaw) (ed.) — **An Economic History of Ethiopia, vol. I : The Imperial Era 1941-1974.** — Dakar, Codesria, 1995, viii-334 pages (distribué par African Books Collective Ltd, Oxford).

Cette étude collective couvre plus d'un demi-siècle de l'histoire de l'Éthiopie. Elle aborde la plupart des grands problèmes d'un système économique traditionnel marqué par l'autarcie et l'enclavement. Les contributeurs, pour la plupart enseignants à l'Université

d'Addis Abeba, sont parmi les meilleurs spécialistes du domaine. Shiferaw Jammo en retrace l'évolution globale. Shiferaw Bekele et Dessalegn Rahtmato abordent la question foncière qui fut au cœur du mouvement révolutionnaire de 1974, limite temporelle de ce premier volume qui sera suivi d'un second traitant des vingt dernières années. Avec raison, l'auteur rappelle les fondements historiques et juridiques de la politique impériale. L'industrialisation est traitée par Eshetu Chole. Les questions monétaires sont développées par Befekadu Degefe. Enfin, la démographie, les migrations et l'urbanisation font l'objet d'une étude approfondie de Alula Abate, montrant les effets négatifs d'un fort accroissement démographique, alors que la production et l'investissement stagnent. Au total, ce travail très documenté, assorti d'une documentation statistique importante, faisant parfois appel à des documents restés inédits hors d'Éthiopie, est appelé à devenir un ouvrage de référence pour les analystes de l'époque impériale. [Didier Morin]

Medhanie (Tesfastion) — **Eritrea and Neighbours in the New World Order: Geopolitics, Democracy, and « Islamic Fundamentalism »**. — Bremer, Afrika Studien, 1994, 132 p.

Cet ouvrage s'articule autour de trois axes principaux : la démocratie (est-elle envisageable actuellement en Érythrée ?), les relations internationales (dans la conjoncture du nouvel ordre mondial) et le fondamentalisme islamique (l'ennemi commun aux démocraties du Nord après la chute du Mur de Berlin, selon l'auteur). Suivant d'intéressantes réflexions sur l'interventionnisme américain et ses évolutions générales au cours des dernières décennies, l'accent est mis sur le cas de l'Érythrée proprement dite. La partie la plus novatrice, en l'occurrence, est celle qui a trait à la question de la « rente » qui échoit au pays en lutte contre cet extrémisme. L'objet de ce livre n'est pas de proposer une analyse géopolitique de la Corne

de l'Afrique au début des années 90. Ainsi sont absents de cette étude les deux autres États composant la région, à savoir la République de Djibouti et la Somalie (cette dernière ayant pourtant joué un rôle clé dans le conflit érythréo-éthiopien). Le propos est plutôt de traiter de l'insertion de l'Érythrée dans le nouvel ordre mondial caractérisé par un renforcement de la sécurité collective, l'accentuation du rôle de l'ONU, l'adoption de la démocratie et du système libéral de marché. Les trois axes mentionnés ci-dessus sont abordés dans la perspective de la relation qu'entretiennent les gouvernements érythréen, soudanais et éthiopien avec en arrière-plan la question de cette « rente occidentale » dans le cadre d'un monde où l'ennemi commun n'est plus le communisme mais l'islamisme. La lutte à laquelle se livre le gouvernement érythréen contre les fondamentalistes venus du Soudan (fictive, ou pour le moins exagérée selon T.M.) n'aurait pour autre but que l'accès à cette rente. Ceci dit, il s'agit d'un ouvrage où l'événementiel prend bien souvent le pas sur l'analyse (la documentation est excellente, principalement sur la politique intérieure érythréenne), T. Medhanie, membre du FPLE durant de nombreuses années, ayant été un acteur privilégié. [Fabienne Cayla]

ROPA (Denis) — **Qui est Idi Amin Dada ?** — Paris, L'Harmattan, 1995, 248 p.

Si les ouvrages consacrés à Idi Amin Dada sont déjà nombreux, rares sont ceux rédigés en français. Denis Ropa tente d'explorer les mécanismes psychologiques qui ont pu engendrer l'un des dictateurs les plus sanglants d'Afrique en s'attardant sur ses origines familiales, sur les complexes d'infériorité qu'il aurait développés au contact des officiers britanniques ou encore sur ses pratiques sexuelles exubérantes. Cet ouvrage, s'il est le plus récent ne se révèle pas pour autant le meilleur. On attendait peut-être plus de celui qui fut

l'attaché culturel de la France à Kampala de 1971 à 1975. Loin de la qualité documentaire du *General Amin* de David Martin ou intimiste de *A State of Blood* d'Henry Kyemba, ce texte n'apporte guère d'informations inédites sur le dictateur ougandais même si le dernier chapitre fait le point sur son exil errant et sa tentative ratée de retour en Ouganda en octobre 1993. On pourrait en fait rapprocher ce texte des écrits « journalistiques » qui ont fleuri en 1979 lors de la chute du général et dans lesquels les aspects burlesques et violents du personnage prennent le pas sur l'analyse. Certaines scènes parfois romancées avec outrance nuisent considérablement à la crédibilité de l'ouvrage. Denis Ropa s'attache aux faits les plus spectaculaires voire sensationnels qui ont amené cet enfant « aux instincts meurtriers », cet ancien champion de boxe poids lourd à devenir le Président à vie de la perle de la Couronne britannique. De façon simplificatrice, Amin Dada, à la fois infantilisé et bêtifié, est ici réduit au statut de brute épaisse assoiffé de sang et de chair humaine. On n'échappe pas, entre autres, à la scène de la tête coupée présentée sous une cloche d'argent au cours d'un dîner officiel. Cet Ubu Roi, ce bouffon burlesque, cet « ogre de Kampala » ne forme-t-il pas un couple infernal avec son cousin de Centrafrique ?

La thèse de l'auteur qui consiste à inscrire chaque trait de la personnalité du dictateur ainsi que chaque acte politique dans une logique libidinale est du reste peu probante. Amin est présenté comme une sorte de sexe incarné, mû par ses seuls désirs. L'expulsion des Asiatiques, pour ne prendre que cet exemple, ne semble plus être alors qu'une réaction incontrôlée devant répondre au refus d'une jeune indienne... On est bien loin de l'analyse historique ou politique des événements. En bref, cet ouvrage, peu stimulant, n'adhère que trop aux fantasmagories liées au personnage du dictateur ougandais et Amin nous demeure aussi hermétique au début qu'à la fin de ce texte. Qui est Idi Amin Dada ? La question reste posée. [Sandrine Perrot]

LEGUM (Colin), MMARI (Geoffrey) (eds) — **Mwalimu, The Influence of Nyerere.** — Londres, James Currey, 1995, 205 p.

On pourrait attendre de cet ouvrage récent qu'il apporte un nouvel éclairage sur l'influence exercée par Julius K. Nyerere, tant dans son propre pays que sur le plan des relations internationales, et tant au cours de son exercice de la présidence de l'État tanzanien que depuis son départ de la magistrature suprême (en 1985). Il ne nous apprend malheureusement pas grand-chose de neuf. En premier lieu, il adopte un mode apologétique digne des « tanzaphiles » des années 70. J.K. Nyerere y est présenté comme un grand chef d'État modèle, qui a su opérer une synthèse fertile entre le pouvoir et la vertu. Les auteurs vantent ses qualités morales (son humilité, son intégrité surtout), et leur articulation réussie à un engagement constant en faveur des plus démunis (des paysans en Tanzanie, des pays pauvres dans le concert des nations). C'est le Nyerere idéologue et politicien éclairé aux discours pédagogiques, le *Mwalimu*, l'enseignant, tel qu'il continue d'être qualifié en Tanzanie, qui nous est décrit une fois encore. La question cruciale du décalage entre la société tanzanienne actuelle et la société que désirait édifier J.K. Nyerere n'est soulevée que dans le dernier texte du livre. Colin Legum souligne que son système de valeurs s'organise principalement autour d'une « croyance en la désirabilité d'une société égalitaire » (p. 186). L'idéal d'une société offrant à chacun une réelle égalité des chances, réduisant le fossé entre les privilégiés et les gens du commun, devait pouvoir être réalisé grâce à des politiques socialistes, mettant l'accent sur l'intégration nationale, la nécessité d'une révolution agricole orientée vers la mise en place d'un système communautaire et coopératif, une limitation des avantages des nantis, le développement d'un État-providence. Les articles traitant de ces aspects majeurs de l'œuvre de J.K. Nyerere ont tendance à entretenir la langue de bois qui prédomine dans la littérature sur la Tanzanie. Cela tient,

entre autre, à l'origine de leurs auteurs : membres de l'association Britain-Tanzania Society qui a pris l'initiative de cette publication, et pseudo-chercheurs tanzaniens, fidèles de J.K. Nyerere. L'absence de bibliographie étoffée et de référence aux travaux des dix dernières années témoignent de la connaissance lointaine et/ou superficielle de la Tanzanie de la plupart des quatorze auteurs.

Ce qui sauve cet ouvrage, c'est la participation de quelques chercheurs à la fois grands connaisseurs de la Tanzanie et observateurs critiques. Reginald Herbold Green et Knuk Erik Svendsen établissent une évaluation nuancée du rôle de J.K. Nyerere dans la gestion de la crise économique et l'adoption des réformes d'ajustement des années 80. Par ailleurs, ils abordent la question du pouvoir de J.K. Nyerere — qui aurait dû constituer un des axes centraux de réflexion de cet ouvrage — et en montrent la nature controversée. R.H. Green soutient la thèse d'un pouvoir partagé, avec des experts notamment, et de décisions politiques reposant sur un consensus. K.E. Svendsen souligne la personnalisation et la concentration des pouvoirs du temps de J.K. Nyerere, et émet un doute quant à l'hypothèse de politiques consensuelles, notant qu'elle n'est pas étayée par des recherches historiques détaillées (p. 115). L'article de A.N. Kweka, étudiant le rôle de J.K. Nyerere dans l'élaboration des institutions politiques tanzaniennes, est décevant en cela, n'exploitant pas des matériaux (les résultats de la Commission présidentielle sur le multipartisme, par exemple), cependant mentionnés. Selon les auteurs, si la Tanzanie d'aujourd'hui ne ressemble pas à celle que l'on pouvait rêver à partir des textes de J.K. Nyerere, c'est que d'une part des facteurs exogènes ont empêché le Mwalimu d'appliquer les mesures souhaitables. D'autre part, si des erreurs de politique peuvent être imputées directement aux dirigeants tanzaniens, le premier d'entre eux échappe à la critique : c'est la faute de ses collaborateurs (A.N. Kweka, p. 74) ou de ses conseillers (R.H. Green, p. 90). J.K. Nyerere reste ainsi mythifié dans cet ouvrage,

qui conclut pourtant sur une citation qui devrait inviter à méditer sur le caractère et l'ampleur de son influence actuelle. Il n'a pas cessé d'exercer une influence déterminante dans son pays. Au cours de ces deux dernières années, on a assisté à son retour sur le devant de la scène politique tanzanienne. Les diverses contributions font silence sur le pouvoir de J.K. Nyerere après son départ de la présidence de l'État tanzanien et ne permettent pas de comprendre son maintien dans les coulisses. [Sandrine Valcke]

BART (François) — Montagnes d'Afrique, terres paysannes : le cas du Rwanda. — Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux 3, 1993, 588 p.

Les événements dramatiques qu'a connus le Rwanda sont, dans la majeure partie des cas, traités en termes d'opposition ethnique et de lutte pour l'accès au pouvoir. La publication de la thèse de géographie de François Bart donne un autre éclairage au problème. Dans une argumentation qui développe le face-à-face dramatique entre une croissance démographique galopante et un espace agricole presque totalement occupé, on trouvera ici les meilleures informations de terrain sur le fonctionnement de la paysannerie rwandaise, population dynamique sur un espace restreint et fragile. Le contexte sociopolitique et historique de la mise en place du peuplement explique l'extrême dispersion d'une humanité sans village. La rencontre du paysan se fait sur sa terre, dans l'intimité de son *ruغو*, au cœur de la mosaïque agricole d'une polyculture marquée par la bananeraie. Alors que la conquête de l'espace est achevée, la persistance de comportements natalistes place la question démographique au premier plan. Les trésors d'ingéniosité technique déployés pour exploiter au maximum les potentialités du milieu ne peuvent empêcher la progression de la pauvreté rurale.

Les stratégies paysannes montrent l'utilisation optimale de l'espace et du

temps, l'intensification des cultures, la progression des fronts pionniers à l'assaut des forêts denses d'altitude ou des terres basses de l'est. La multiplication des intervenants extérieurs, selon la double finalité de l'aide et de l'encadrement de l'État, n'aura pas fait mieux. Projets, coopératives, associations auront surtout contribué à structurer le territoire, sans pouvoir empêcher pour autant la paupérisation des campagnes. Dégradation des terroirs par érosion et baisse de fertilité, atomisation des exploitations, pénurie de terre, difficultés d'accès aux revenus non agricoles, furent les ferments d'une exaspération des rivalités paysannes que les partis politiques n'eurent plus qu'à exploiter, au nom de l'ethnie. Alors que le recours à une émigration massive n'est pas envisageable, va-t-on vers une révolution urbaine ? En conclusion, on retiendra la question angoissante et toujours d'actualité posée par l'auteur : que vont faire les quatre millions de Rwandais supplémentaires des quinze prochaines années ? [Pierre-Marie Decoudras]

MISSER (François) — Vers un nouveau Rwanda ? Entretiens avec Paul Kagamé. — Bruxelles, Luc Pire/Paris, Karthala, 1995, 168 p.

Ce livre constitue un document sur un individu, le général Kagamé, vice-président du Rwanda depuis le 19 juillet 1994. Il contribue à mieux faire connaître celui qui, à partir d'octobre 1990, a amené les « rebelles » du Front patriotique rwandais à la victoire militaire et se voit volontiers présenté comme l'homme fort du régime depuis. Plus encore, il porte un regard sur le Rwanda d'hier et d'aujourd'hui, à travers le prisme de l'émigration (Paul Kagamé a émigré en Ouganda en 1961), de la recherche d'une identité et du retour à la terre natale. Les jalons de cet itinéraire sont évoqués au cours d'une série d'entretiens que l'auteur a eus avec Paul Kagamé de janvier à avril 1995. Ces dialogues, au rythme souvent alerte, agencés selon une trame à la fois

chronologique et thématique, constituent l'essentiel de l'ouvrage. On trouve en complément quelques « bribes d'histoire à l'intention du profane » (p. 7), une vingtaine de pages importantes sur « l'homme, la légende et l'Histoire » (p. 11), et de courtes mises au point sur des aspects précis (par exemple les accords d'Arusha et l'opération Turquoise). La fin du livre contient quelques interviews antérieures de Paul Kagamé et d'autres personnalités du Front patriotique rwandais, ainsi qu'une chronologie très utile.

L'objet de cet ouvrage n'est pas vraiment de répondre à la question qu'il pose en titre. Au fil des pages, on écoute, on s'interroge, on vit en filigrane les trois décennies de la parenthèse ougandaise, la guerre et le génocide... Nouveau Rwanda ou retour au Rwanda de ses racines ? La lecture de ces textes, où l'évocation du passé l'emporte souvent sur une véritable vision politique de l'avenir, montre en fait qu'après le drame, l'homme et le pays ont à construire une nouvelle image, comme préalable à « *un nouveau Rwanda* ». Dans cette quête, l'interprétation du passé, enjeu pour le moins conflictuel dans cette Afrique des Grands Lacs, est souvent au cœur de l'avenir. Parmi les multiples points évoqués, on retiendra cette recherche de l'identité nationale : « *Nous n'étions pas devenus Ougandais, nous n'étions pas Rwandais. Nous étions juste condamnés à rester des réfugiés pour toujours* » (p. 41). Ce thème se retrouve souvent, comme par exemple à propos de l'actuel président ougandais Museveni, camarade de combat de Paul Kagamé : « *Ses priorités allaient à l'Ouganda et non au Rwanda. Et mes priorités allaient au Rwanda et non à l'Ouganda. Aussi, il y avait un point à partir duquel nos chemins se séparaient* » (p. 67). Cette volonté de se voir reconnaître une légitimité nationale (« *Nous sommes un gouvernement légitime, tout à fait légitime !* », p. 123) l'oblige à dépasser le problème Hutu-Tutsi, à refuser un multipartisme qui ne ferait qu'aggraver les fractures, l'amène à prôner une discipline très stricte et la prise en compte d'options militaires, si la lutte politique ne suffit pas. On sent

tout à la fois les ressentiments de l'homme et un certain souci de ménager des composantes importantes de la société rwandaise. Ainsi à propos des Églises, il fustige leur poids (*Ce que le prêtre dit, la population le dit* », p. 90) mais tient à faire la différence entre une institution dont l'influence est jugée globalement négative et des individus dignes d'estime.

Ces réflexions montrent ici un homme, un régime, forts de leur victoire et de leurs convictions, mais dotés d'une marge de manœuvre très limitée. « *La question des réfugiés se trouve hors de portée de nos moyens* » (p. 113) : affirmation qui témoigne du refus d'assumer seul l'héritage du régime précédent comme de l'impossibilité de résoudre un certain nombre de problèmes cruciaux. Parmi ceux-ci, celui du rapport société-territoire dans un contexte démographique à la fois bouleversé et explosif n'apparaît guère, et pour cause... [François Bart]

WRIGHT (Derek) — **The Novels of Nuriddin Farah.** — Bayreuth, African Studies Series, n° 32, 1994, 166 p.

L'université de Bayreuth possède un institut tourné vers l'Afrique qui publie une collection « Bayreuth African Studies Series » embrassant l'éventail des sciences humaines. Très éclectique, la BASS, qui est à son 39^e volume, comprend des ouvrages en anglais, français, allemand voire en langues africaines. Le 32^e volume, consacré à l'œuvre de l'écrivain somalien anglophone Nuruddin Farah, a été rédigé par un universitaire australien, Derek Wright (de la Northern Territory University, Darwin), qui a déjà abondamment écrit sur des écrivains africains comme le Ghanéen A.K. Armah ou le Nigérian Wole Soyinka, prix Nobel de littérature 1986. On trouvera dans ce volume une analyse des sept romans de Nuruddin Farah où se mêlent allègrement — pour le plus grand plaisir du lecteur — la poésie somalie, l'imaginaire arabomusulman et les tendances les plus actuelles du roman (post)moderne. Une bonne introduction claire et instructive à l'œuvre de l'un des romanciers africains les plus doués. [Abdourahman A. Waberi]

OUVRAGES PRATIQUES

- ***Le CIRAD en 1994***

Cet ouvrage présente le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales. Sous la forme d'un établissement public, il est né en 1984 de la fusion d'instituts de recherche en sciences agronomiques, vétérinaires, forestières et agroalimentaires des régions chaudes. Sa mission : contribuer au développement de ces régions par des recherches, des réalisations expérimentales, la formation, l'information scientifique et technique. Il emploie 1 800 personnes, dont 900 cadres, qui interviennent dans une cinquantaine de pays. Son budget s'élève à près de 1 milliard de francs, dont plus de la moitié provient de fonds publics. Le CIRAD comprend sept départements de recherche. Il travaille dans ses propres centres de recherche, au sein de structures nationales de recherche agronomique des pays partenaires, ou en appui à des opérations de développement. *CIRAD, 42, rue Scheffer, 75116 Paris.*

- ***Femmes du Sud : sources d'information pour le développement***

Cet ouvrage, destiné aux chercheurs et aux documentalistes et à tout acteur du développement, permet de trouver une information pertinente concernant l'intégration des femmes du Sud dans le processus de développement. Il présente les principaux organismes nationaux et internationaux impliqués dans ce domaine, ainsi que les centres de documentation spécialisés, l'action de la coopération française, les sources documentaires et une bibliographie sélective.

- ***Informations pour le développement***

I : Environnement. — Paris, ACCT, IBISCUS, 1995. Le point sur l'état de l'environnement en francophonie, avec un répertoire d'adresses et un guide d'information, une bibliographie commentée et une réflexion sur « environnement et développement ».

II : Agriculture. — Paris, ACCT, IBISCUS, 1995. État des lieux de l'agriculture en francophonie, avec un répertoire, une bibliographie et une réflexion sur « agriculture et développement ».

- ***Cameroun : sources d'information pour les opérateurs du développement***

Ce répertoire donne accès à l'information scientifique, économique et technique disponible au Cameroun. Il fait l'inventaire de l'existant en matière d'information et de documentation. Mais c'est aussi un outil qui révèle aux entrepreneurs, décideurs, opérateurs économiques, les potentialités de développement du pays. Ils y trouveront un descriptif des organismes capables de répondre à toutes les questions que pose la mise en œuvre d'un projet et des références d'ouvrages de base indispensables sur le pays non seulement des centres de documentation classiques mais aussi des organismes qui diffusent de l'information spécialisée.

• **Répertoire des associations de solidarité internationale**

Accessible par minitel et régulièrement réactualisé, il facilite la recherche des associations répondant à des critères déterminés et donne également accès à la liste des postes disponibles dans les pays en développement, aux projets des ONG et collectivités locales cofinancés par l'administration.

• **Les fonctions publiques africaines : sources d'information**

État des lieux synthétique des informations disponibles à l'OFPA tant en matière de références bibliographiques que d'organismes travaillant sur l'administration publique africaine. — Paris, Cotonou, IBISCUS, OFPA, 1995. 158 p.

Cinq ouvrages à commander à Ibiscus, 1bis, rue du Havre, 75008 Paris.

Marie-Françoise Palueau

OUVRAGES ÉGALEMENT REÇUS

OLAGUNJU (Tunji), JINADU (Adèle), OYOVABIRE (Sam), *Transition to Democracy in Nigeria (1985-1993)*, Ibadan, Safari Books/Spectrum, 1993, X-278 p.

DE RACHEWILTZ (Boris), *Éros noir — mœurs sexuelles de l'Afrique noire de la préhistoire à nos jours*, Paris, J.-J. Pauvert/Le terrain vague, 1993, 336 p. (réédition).

WALTZ (Susan E.), *Human Right and Reform — Changing the Face of North African Politics*, Berkeley, University of California Press, 1995, XIV-281 p.

CHOLE (Eshetu), IBRAHIM (Jibrin) (éds), *Processus de démocratisation en Afrique : problèmes et perspectives*, Dakar, Codesria, 1995, VI-150 p.

AMIN (Samir), BEN HAMMOUDA (Hakim), FOUNOU-TCHUIGOUA (Bernard), *Afrique et Monde arabe*, Paris, L'Harmattan, 1995, 186 p.

COMTE (Jean-Maurice), *Vie et mort d'un jeune Savoyard tombé pour l'Afrique*, Montmellian, Éditions de la Fontaine de Siloé, 1995, 159 p.

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION, *Notes de la coopération française (macro-économie finances)*, n° 5, juin 1995.

Revue *Food Policy*, vol. 19/1, février 1994.

Revue *World Development*, vol. 23/2, février 1995.

Revue française d'histoire d'outre-mer, n° 308 (septembre 1995).